

[Hauts-de-Seine](#)

« La réalité est qu’il tue toujours » : Nanterre, labellisée pour son engagement contre le sida

Jeune et cosmopolite, la ville-préfecture est la seconde des Hauts-de-Seine, après Puteaux, à recevoir un label récompensant son investissement dans le combat contre le VIH.

Par [Olivier Bureau](#)

Le 1 mars 2025 à 17h03

« Pour nous, ce nouveau label est une reconnaissance », apprécie Raphaël Adam, le maire (DVG) de Nanterre, alors que sa ville vient d’obtenir le label « Ville engagée contre le sida » des mains de Jean-Luc Romero-Michel, président de l’association Élus locaux contre le sida (ELCS), qui compte sur les élus locaux pour relayer ce combat auprès de leur population.

« Il y a toujours énormément de gens touchés par le VIH et on s’y intéresse de moins en moins, se désole Jean-Luc Romero. Les élus ont les moyens de mener des actions concrètes, comme des lieux d’accueil des malades, des opérations de prévention, d’information... »

Les premiers labels — de la durée d’un mandat municipal — ont été attribués à Carrières-sous-Poissy (Yvelines) en décembre 2011, puis Puteaux (Hauts-de-Seine) en janvier 2012, Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) un an tard et enfin, Annecy et Montpellier en juin 2013. Des dizaines d’autres communes partout en France et des régions (Île-de-France, Hauts-de-France) ont suivi. Cette distinction n’est pas un aboutissement en soi. À Puteaux, les actions menées tout au long de l’année lui ont valu de garder jusqu’ici son label.

Pour décrocher le label, les postulants se soumettent à un questionnaire extrêmement précis : la ville subventionne-t-elle des associations de lutte contre le sida et de réduction des risques en direction des usagers de drogue ? Y a-t-il un référent VIH dans la collectivité ? Quelles opérations ont-elles été mises en place dans le cadre de la Journée mondiale contre le sida ? Quid des opérations de sensibilisation ? Y a-t-il des dispositifs, comme des automates d’échange de seringues ? Etc. Les déclarations de bonnes intentions ne suffisent pas.

« Comme tout ce qui touche à la santé, la lutte contre le sida est un engagement ancien à Nanterre, souligne Raphaël Adam. Cette cause semble en recul au niveau national, il n’y a rien eu de la part du gouvernement lors de la Journée mondiale, le Sidaction mobilise moins... À Nanterre, justement, nous avons un double enjeu. »

« On assiste à un retour en arrière »

Le premier touche à la jeunesse, sa ville étant une des plus jeunes de la région, avec la problématique d’éducation qui l’accompagne. « Il y a beaucoup de fausses croyances : on croit que le sida se soigne, qu’on n’en meurt plus... La réalité est qu’il tue toujours et qu’un tiers des personnes séropositives ignore qu’elles le sont. Il faut donc parler. Aujourd’hui, les questions d’éducation sexuelle sont souvent reprises par les religions. On assiste à un retour en arrière avec une remontée des conservatismes », déplore l’ élu.

L'autre particularité de la ville préfecture des Hauts-de-Seine est sa forte population immigrée. « Nous avons beaucoup de monde dans des foyers comme Adoma ou Coalia, rappelle le maire. Ici aussi, pas mal de monde ignore sa séropositivité. C'est pourquoi, nous y organisons des opérations de dépistage. » C'est son service prévention, qui mène ces opérations « Aller vers » et organise des permanences à l'espace Santé Jeunes ainsi que dans des lycées et les foyers.

Nanterre dispose d'un espace information jeunesse, qui traite spécifiquement de ces questions, fournit des locaux à l'association Aides, subventionne Agata, une autre structure, soutient activement Le Refuge, qui vient en aide aux jeunes LGBT, travaille avec l'hôpital de Nanterre sur ces questions, multiplie les campagnes d'information et de prévention.

C'est dans ce cadre qu'elle a mis en place les CegiDD. « Ce sont des centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic des infections par le VIH, encadrés par une convention de fonctionnement avec l'ARS (agence régionale de santé), indique la mairie de Nanterre. On doit continuer à former et informer les plus jeunes et les plus précaires. »

Si Nanterre n'exclut pas d'apposer le nouveau label aux entrées de ville, il sera assurément mis en avant sur les réseaux sociaux et à l'entrée des centres de santé.